

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 191 - VENDREDI 11 OCTOBRE 2013

LA CANAILLE DU FAUBOURG

En somme, l'argument qui l'emporte, c'est :
"Paris vaut bien une messe" ?

AGENDA MILITANT

→ 14 octobre

Rennes [À gauche vraiment, les réunions](#)

→ 15 octobre

Paris [Retour à Marx Pour une société post-capitaliste](#)

→ 18-19 octobre

Nancy [Liberté - Égalité - Gratuité](#)

→ 19 octobre

ÎdF [Omos, Lutter ! Oui, mais encore...](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Communisme**

[Communisme, histoire et bd.](#)

Sylvain Boulouque

→ **Culture**

[Pour une école citoyenne de l'intelligence et de la culture pour tous.](#) José Tovar

→ **Féminisme**

[Battre en brèche les stéréotypes.](#)

Clémentine Autain

→ **À Lire**

[Nouveau siècle, nouveau syndicalisme](#)

Face aux idées d'extrême-droite, dynamiser le Front de gauche !

Le FN, parti d'extrême-droite, est arrivé en première position dans une cantonale partielle.

Pourtant, nous aurions tort de céder à la panique déclenchée par les grands médias qui y voient la vérification d'une progression inexorable du FN, aux portes du pouvoir. Ce discours masque le vrai danger, celui d'une hégémonie croissante d'une idéologie d'extrême-droite, la reprise des thèmes du FN dans l'espace public, reprise à laquelle les médias contribuent largement comme ils contribuent à la crédibilisation et "respectabilisation" de ce parti.

La "défense républicaine" n'est pas la bonne réponse, venant des tenants d'une xénophobie d'État, complaisante aux idées du FN. Elle est aussi dangereuse parce qu'elle est perçue comme une solidarité politique et nie la crise de la représentation que les électeurs ont affirmé par leur non vote.

Il faut mettre l'accent sur l'écroulement des partis traditionnels et particulièrement sur l'effondrement de la gauche, du Front de gauche, qui perd près des 2/3 de ses électeurs. Cet échec ne peut être imputé uniquement à la politique gouvernementale, même s'il se vérifie qu'elle démobilise l'électorat de gauche dans son ensemble.

Tirons en un bilan pour nous-mêmes : tel qu'il est aujourd'hui, le Front de gauche n'apparaît pas, ou n'apparaît plus, comme l'alternative aux yeux des citoyens de gauche qui, de ce fait, "quittent" le vote. Au-delà des insuffisances locales, nous tous, nous n'avons pas été capables d'apporter des réponses crédibles au mécontentement, au rejet majoritaire du capitalisme, autrement qu'en critiques du gouvernement actuel : nous voyons que c'est insuffisant pour combattre les découragements. Nous n'avons pas su, comme dans la campagne présidentielle, imposer nos thèmes dans le débat public, redire "Prenez le pouvoir", partir des potentialités anticapitalistes de la période.

À nous de faire la démonstration, dans la rue comme dans les urnes, qu'une alternative est possible dans son contenu (un monde solidaire) et dans une dynamique d'intervention populaire massive et prolongée, nécessaire pour rendre possible une rupture avec les politiques libérales et productivistes, et pour contrecarrer les forces réactionnaires qui se manifestent.

Il y a urgence à redonner au Front de gauche une dynamique.



● **Etienne Adam,**

membre de la coordination/exécutif de la FASE

Émanciper le présent du passé colonial

Face à la montée de l'islamophobie et de l'extrême droite, rompre avec les lectures coloniales et racistes, ainsi qu'avec les tabous de "l'histoire officielle", est une ardente obligation. Entretien avec Jacques Pradel, président de l'Association nationale des Pieds Noirs progressistes et de leurs amis (ANPNPA).



Plus de quarante ans après la fin de la guerre d'Algérie et le départ de la majorité des Pieds Noirs pour le continent, pourquoi se mobiliser en tant que "Pieds Noirs progressistes" ?

Nous avons deux raisons d'accoler progressiste à Pied Noir. D'une part, il s'agit de dénier aux associations qui regroupent anciens de l'OAS et Pieds Noirs nostalgiques bornés de l'Algérie française, qu'il faut distinguer des "amicales", éventuellement sympathiques, le droit de parler au nom de nous tous. Les Pieds Noirs se sont resitués dans les contradictions de la société française et se distribuent sur l'ensemble de l'échiquier politique. Nous entendons ainsi porter témoignage, en tant que Pieds Noirs, de ce que furent la colonisation, la guerre d'indépendance et les crimes commis durant 132 ans par la France en Algérie. De ce point de vue, notre association aurait pu être créée plus tôt.

D'autre part, nous entendons prendre toute notre place pour combattre la montée des idées de l'extrême droite, si entretenues et banalisées sous Sarkozy, si peu et si mal contredites aujourd'hui sous Hollande. Combattre notamment, en tant que Pieds Noirs et enfants d'Algérie, la réactivation du racisme anti-"arabe", ce relent de notre passé colonial.

Vous essayez de briser le monopole des discours "officiels" à propos de l'Algérie - discours des "nostalgériques" d'une part, discours de l'État algérien et de l'État français d'autre part. Quelles sont les difficultés de ce combat ?

Le discours "nostalgérique" est très primaire, réduisant la conquête de l'Algérie à la nécessité, en 1830, de libérer les esclaves chrétiens d'Alger du joug ottoman, la colonisation aux "aspects positifs", et la guerre aux massacres du FLN ! Rien ne sert de s'y arrêter, sinon pour relever combien ce discours est utilisé

en France par le FN bien sûr, mais aussi par la droite "classique". Pour celle-ci, il s'agit moins de séduire l'électorat pied noir, qui vote comme les autres Français, que d'adresser un message aux électeurs d'extrême droite (1).

Quant aux États, ils démontrent la même volonté d'occultation. En France, l'histoire commune avec l'Algérie n'a jamais cessé d'être interprétée et ces interprétations d'être prises comme arguments dans le débat politique national. Le précédent gouvernement, Sarkozy, ne déviant en rien de sa ligne politique de compromis avec l'extrême droite, ne prit aucune initiative positive vers l'Algérie, et continua d'alimenter les campagnes odieuses de réhabilitation de l'OAS, les caresses, maladroitement adressées aux associations de harkis et de Pieds Noirs "nostalgériques". ●●●

(1) Lire ici <http://www.anpnpa.org/?p=838> les propos de la maire UMP d'Aix-en-Provence, commentés par l'ANPNPA.



Louise Ighilahriz, militante du FLN, torturée en 1957 pendant trois mois en Algérie par l'armée française, sous les ordres du général Mas-su et du colonel Bigeard, et Simone de Bollardière, veuve de Jacques Pâris de Bollardière, seul officier supérieur à avoir condamné ouvertement la pratique de la torture pendant la guerre d'Algérie.

●●● La ligne du gouvernement dirigé par le Parti socialiste, heureusement d'une autre nature, reste cependant bien loin de l'ouverture nécessaire. Ainsi, tandis que le président Hollande reconnaît « *la sanglante répression* », et non le crime d'État que fut le massacre de centaines d'Algériens le 17 octobre 1961 à Paris, le ministre Le Drian rend très officiellement hommage au sinistre général Bigeard. Si un pas en avant a été franchi avec la visite du Président en Algérie et ses discours sur le « *caractère injuste et brutal de la colonisation* », de tels propos restent très timides pour qualifier le fait colonial et les crimes qui l'ont accompagné.

En Algérie, la nébuleuse politico-militaire au pouvoir depuis l'indépendance n'a cessé de formater l'histoire pour conforter sa domination autoritaire et sans partage. Dès l'indépendance, le parti unique FLN a imposé une version « culturaliste » de l'identité nationale

algérienne, gommant la richesse formidable que constituent les diversités ethniques, linguistiques et culturelles du pays. Ce que Ben Bella dans un de ses premiers discours de 1962 résumait par « *Nous sommes arabes, nous sommes arabes ! ... Et l'Algérie est un pays arabe et musulman* »...

**Nous entendons
porter témoignage,
en tant que Pieds Noirs,
de ce que furent
la colonisation, la guerre
d'indépendance
et les crimes commis
durant 132 ans
par la France en Algérie.**

L'enseignement de l'histoire (tel que toujours pratiqué !) complète le tableau en posant que l'Algérie n'a qu'une histoire,

et que celle-ci commence avec les invasions arabes et se termine avec une guerre d'indépendance idéalisée, menée par le peuple héroïque uni derrière le FLN et l'Islam face au colonialisme français.

Aujourd'hui, face à une situation sociale particulièrement tendue et à un système politique bloqué, la caste au pouvoir n'a d'autre projet que de maintenir sa domination. À cette fin, elle déploie ses deux armes favorites : un autoritarisme administratif et policier pour contenir la contestation sociale, et, en balance, une version purement idéologique et falsificatrice de l'histoire pour conforter l'identité, la fierté, la solidarité nationales. Dans le même temps, la « guerre des mémoires » a été soigneusement entretenue par un jeu de surenchères réciproques, qui culmina avec la menace coté algérien d'une loi exigeant la « *repentance* », brandie en réponse au projet français d'une loi évoquant les « *aspects positifs* » de la colonisation. ●●●

●●● Ces discours ont largement pénétré les consciences, d'un côté comme de l'autre de la Méditerranée. Comment procédons-nous pour les combattre et les dépasser ? En Algérie, par des "voyages militants", tolérés et ignorés par le pouvoir, mais remplis de débats, de rencontres avec des associations, d'articles dans la presse francophone, d'interviews radio... mais aussi par le suivi des contacts établis et par des actions menées en commun. En France, par des initiatives visant au renforcement de l'amitié entre les peuples des deux rives, par un engagement contre le racisme et la xénophobie, par la contestation publique du discours "nostalgique". Il est, de ce point de vue, particulièrement important pour nous de prendre langue, d'échanger, de travailler ensemble, avec nos frères algériens ou d'origine algérienne, avec des associations qui les représentent dans nos villes et nos quartiers.

Vous avez également été remarqués pour vos actions contre les commémorations en faveur d'anciens de l'OAS, d'anciens tortionnaires (le général Bigeard par exemple), contre les "musées" révisionnistes de la mémoire des Français d'Algérie. Quels sont vos modes d'action ?

Nous avons longtemps privilégié de contredire les "nostalgiques" lors de débats publics, de contre-manifester face à leurs rassemblements devant des stèles à la gloire de l'Algérie française et de l'OAS, de protester contre le laxisme du pouvoir politique à leur égard, ou contre la complicité d'édiles locaux. Nous continuerons de le faire, même si nous nous sommes pourtant souvent heurtés à une difficulté : l'incompréhension de Pieds Noirs "naïfs" venus là peut-être par hasard, ceux-là mêmes que nous voudrions convaincre, et qui ne voyaient qu'agressivité dans ce type d'actions.

Il nous semble aujourd'hui bien plus utile, juste et gratifiant, d'intervenir de manière positive lors de fêtes populaires, dans des collèges et lycées, dans des conférences. Nous organisons nous-mêmes des débats sur des thèmes touchant à l'Algérie (sur Frantz Fanon, récemment sur Camus et le film *Le premier homme*).

Tandis que le président Hollande reconnaît "la sanglante répression", et non le crime d'État que fut le massacre du 17 octobre 1961 à Paris, le ministre Le Drian rend hommage au sinistre général Bigeard.

Nous manifestons publiquement avec banderole lors de commémorations de dates importantes de notre histoire avec l'Algérie (8 mai 45, 17 octobre 61, 19 mars 62...). Nous participons à des événements visant au rapprochement des peuples, à la

dénonciation du racisme. Mener de telles actions d'éducation populaire, sur la réalité du fait colonial en Algérie, - car oui, il y a un procès à faire de la colonisation - est aujourd'hui pour nous prioritaire.

Certains aspects de votre démarche font penser aux commissions Vérité et réconciliations mises en place en Afrique du Sud, après la chute de l'Apartheid. Que visez-vous à travers la sollicitation des acteurs de la guerre et des institutions ? Quelles sont les réactions institutionnelles, ici et là-bas ?

Il y a en France pléthore d'associations d'anciens combattants, dont certaines sont de pures officines fascistes. Nous avons des relations cordiales avec l'ARAC [Association républicaine des anciens combattants], qui partage l'essentiel de nos vues, mais aussi avec la FNACA [Fédération nationale des anciens combattants en Algérie-Maroc-Tunisie], la plus importante association d'anciens d'Algérie.

Nous entretenons une relation étroite, privilégiée avec la 4ACG, ●●●

Rompre avec la nostalgie coloniale

ANPNPA



Créée en 2008, l'Association nationale des Pieds Noirs progressistes et de leurs amis (ANPNPA) regroupe des Pieds Noirs désireux de s'affranchir de la vision nostalgiques de l'Algérie française et de promouvoir une réconciliation sincère et durable entre Français et Algériens. Elle souhaite inciter les responsables des deux États à adopter une politique d'entente et de coopération, rompant avec des décennies de censure et d'histoire officielle.

L'association développe plusieurs types d'activités militantes : voyages en Algérie pour le dialogue et la compréhension mutuelle, interventions en milieu scolaire, manifestations contre les commémorations colonialistes...

<http://www.anpnpa.org/>



Manifestation contre l'OAS à Béziers.

●●● association non pas d'anciens combattants mais d'Anciens Appelés en Algérie Contre la Guerre, dont les adhérents reversent l'intégralité de leur pension militaire pour mener des actions symboliques en Algérie, et aussi en Palestine. Avec les "Réfractaires non violents à la guerre en Algérie", nous revenons de deux voyages de dix jours en Algérie (intitulés Mémoire et Fraternité), qui ont permis des rencontres particulièrement riches avec des acteurs algériens de la guerre (anciens Moudjahidin et anciennes Moudjahidate), avec des jeunes Algériens et la société civile au sens large.

Ces voyages, ces rencontres ont-ils une chance de déboucher sur la mise en place de quelque chose d'institutionnel ? Pour le moment clairement non. De fait, nous nous sommes heurtés au refus de tout contact de la part du pouvoir algérien. L'Organisation nationale des Moudjahidin (ONM), seule association reconnue et courroie de transmission du pouvoir, après avoir longtemps lambiné, a refusé de nous recevoir. Et elle a refusé que nous participions aux cérémonies de commémoration des émeutes du 8 mai 45 à Guelma, dont la répression fut particulièrement sanglante. Nous avons été perçus par le pouvoir comme des gêneurs, perturbant l'histoire

officielle. Aucun contact officiel non plus côté français, malgré nos tentatives ! Aucune réponse à nos demandes d'entrevue, à nos courriers au président Hollande et au gouvernement, dont Le Drian et Arif sont si généreux dans leurs hommages à Bigeard et consorts.

La grande majorité des jeunes Français d'origine algérienne ne connaissent pas l'histoire de leurs propres familles (...). Ils sont maintenus dans cette ignorance par les lacunes de l'enseignement officiel et par le "refus de parler" de leurs anciens.

Pourquoi avez-vous en particulier le souci de vous adresser aux jeunes Français dont les familles sont originaires d'Algérie ? Quels liens faites-vous entre la guerre d'hier et les questions d'aujourd'hui ?

La grande majorité des jeunes Français d'origine algérienne ne connaissent pas l'histoire de leurs propres familles,

du pays d'origine, où eux-mêmes retournent pourtant fréquemment. Ils sont maintenus dans cette ignorance par les lacunes de l'enseignement officiel, qui occulte largement l'histoire des colonisations et des guerres d'indépendance, et par le "refus de parler" de beaucoup de leurs anciens. Il y a pourtant de leur part une attente, une lacune à combler. Cela se mesure très bien lorsque nous intervenons, à la demande d'enseignants, dans des collèges et des lycées de quartiers populaires à forte concentration de familles immigrées. Nous venons systématiquement à plusieurs, avec un 4ACG et/ou un Algérien ayant vécu la guerre. L'écoute est toujours formidable, avec un calme qui étonne les enseignants, les questions systématiquement justes. Le temps, à chaque fois, manque. Les jeunes demandent à mieux connaître ce qu'ont vécu leurs familles - c'est leur propre histoire - et sont particulièrement sensibles à l'idée que justice soit rendue par rapport à la colonisation.

Lors de ces rencontres en milieu scolaire, nous abordons évidemment des questions qui ne relèvent pas seulement ou directement de l'histoire, mais de l'organisation de la société présente : l'exclusion sociale, la montée du racisme, les intégrismes... Discuter de cela, ●●●

●●● avec cette jeunesse d'origine immigrée et leurs camarades "bien français", prend du coup une autre dimension !

Une réelle préoccupation concerne la tendance au repli identitaire de nombreux jeunes Français d'origine algérienne, qu'ils vivent ou non dans des banlieues ou des quartiers ghettosés, ciblés par la montée du racisme anti-"arabe" et par l'islamophobie ambiante. Il nous faut là bien reconnaître que même la gauche de gauche reste insuffisamment audible, et n'a pas su ou n'a pas pu prendre cette question en compte. C'est pour nous une raison supplémentaire de nous adresser à eux.

Je vois un lien très réel entre la guerre d'hier et les questions concernant aujourd'hui la population d'origine algérienne. Quand avec d'autres nous demandons au gouvernement actuel d'aller plus loin dans la reconnaissance des crimes et des méfaits du colonialisme, ce n'est pas seulement pour que nous puissions regarder sereinement et en conscience notre propre histoire, ni pour que se débloque la relation franco-algérienne. C'est pour que, chez nous aujourd'hui en France, disparaissent les relents racistes hérités

du passé colonial et de la longue guerre d'indépendance, qui font toujours qu'un "Arabe" compte pour peu. Il y a quelque chose de commun entre les harkis abandonnés là bas à l'indépendance ou parqués ici pendant des années, les chibanis vivant dans la misère ou la jeunesse

**Quand nous demandons
au gouvernement
d'aller plus loin
dans la reconnaissance
des crimes et des méfaits
du colonialisme,
c'est pour que, chez nous
aujourd'hui en France,
disparaissent les relents
racistes qui font toujours
qu'un "Arabe" compte
pour peu.**

d'origine maghrébine soumise au racisme ambiant, au chômage, à l'exclusion sociale. Il ne s'agit pas de dire que ces relents du passé colonial sont la cause de tout, mais celui-ci est encore bien présent pour

alimenter discours et comportements xénophobes.

Comment faire en sorte que votre combat rejoigne les autres luttes contre l'injustice et pour l'émancipation ?

Nous ne sommes pas enfermés dans un regard historique. Nous ne voulons pas seulement contredire les nostalgiques du passé colonial et thuriféraires de l'OAS, ni seulement porter témoignage auprès des historiens, même si nous avons besoin que leurs travaux permettent l'écriture d'une histoire lucide et dépassionnée de la France en Algérie. Nous situons notre action dans les contradictions de la société dans laquelle nous vivons. Si nous sommes particulièrement sensibles aux relations avec l'Algérie et avec les Algériens vivant ici ou là bas, nous mesurons pleinement que ces relations sont immédiatement dépendantes des grands choix politiques et sociaux faits ici. Pieds Noirs mais citoyens français, quand bien même notre combat regarde beaucoup de l'autre côté de la mer, il s'inscrit de fait parmi les luttes menées contre l'injustice et pour l'émancipation.

● Entretien réalisé par **Yves Gimbert**

Pour aller + loin

• Sites

Site de l'Association nationale des pieds noirs progressistes et de leurs amis :

<http://www.anpnpa.org/>

Lire, par exemple, le compte rendu d'un voyage de membres de l'association en Algérie en mai 2013, qui illustre le travail de réconciliation et la volonté de dialogue : <http://www.anpnpa.org/?p=896>

Site de l'Association des anciens appelés en Algérie contre la guerre :

<http://www.4acg.org/>

• Ouvrages

Histoire de l'Algérie à la période coloniale 1830-1962, collectif d'historiens, éditions La Découverte, 2012. Il s'agit de la première tentative majeure d'histoire croisée entre cher-

cheurs et historiens français et algériens, qui replace la guerre d'indépendance dans le temps long de la présence coloniale française et montre son enracinement bien avant le début du conflit en 1954.

Le camp de Lodi, Nathalie Funès, éditions Stock, 2012. C'est l'histoire d'un camp d'internement dans lequel des centaines de pieds-noirs favorables à l'indépendance de l'Algérie, dont Henri Alleg, furent détenus de manière arbitraire pendant la guerre.

Guerre d'Algérie, Guerre d'indépendance, par l'association des 4acg, éditions L'Harmattan, 2012. Recueil de témoignages sur le conflit, à voix multiples, françaises et algériennes.

Y. G.

Des jeunes gens disponibles...

J'enseigne aux étudiants cette discipline un peu particulière : culture générale, qui suppose qu'en classe, on aborde les grands débats de la société française, ainsi des mythes et des religions. Certes, les étudiants ont oublié le pain au chocolat, mais leurs interventions sont lourdement chargées des préventions islamophobes qu'on mouline. Néanmoins, dans l'affrontement d'idées du mariage homosexuel, tous ou presque se sont retrouvés dans le camp du progrès, de l'égalité. Un autre débat revient régulièrement à l'occasion des revues de presse qu'il réalisent, "la question Rom" (un peu comme on disait "la question juive" ?). Il m'arrive d'être chavirée d'entendre les jeunes gens si disponibles aux inepties violentes, potentiellement meurtrières, qu'on déverse. Des antiennes qu'on croyait disparues reviennent, ainsi le gouvernement donnerait-il « *du travail aux Roms et nous, les petits Français, on n'a que le chômage* », « *Je connais quelqu'un qui les a vus, ils volent dans les magasins* », etc., etc.

Et puis, sans crier gare, au milieu du débat sur les Roms, l'éventualité d'un vote Le Pen majoritaire s'est installée avec insistance comme une solution. Comme quelque chose qui se passerait, qui apaiserait. Quoi ? L'angoisse, l'angoisse d'étudier sans certitude d'exercer la profession espérée ? L'angoisse d'être relégué vers la pauvreté. Une angoisse qui n'est, en réalité, pas nommée mais palpable.

Un petit tiers de la classe s'est opposé aux deux autres qui attendent « *l'arrivée de Marine* », leur répétant sans convaincre : « *Elle est trop extrême.* » Sans convaincre, et pour cause, les futurs électeurs de Marine, dans leur volubilité, exprimaient, je crois, comme un frisson presque délicieux d'oser flirter avec l'extrême.

La jeunesse a ceci de passionnant que nourrie, bâtie du plus neuf de la société dans laquelle elle grandit,

elle exprime, probablement "à l'insu de son plein gré", le devenir de cette société.

Ce que j'entends de mes étudiants, c'est qu'aux extrêmes brutalités qui lacèrent notre société, il est urgent d'opposer, de faire avancer de l'extrémité. On peut dire aussi radicalité.

Deux exemples qui mériteraient une extrême radicalité. Qui peut croire que la jeunesse n'y verra que du feu à se voir enfile les 50 prochaines années de son avenir dans le tunnel du travail sans fin. Pour qu'elle trouve la force d'écarter ce projet funeste, il faut qu'elle rencontre sur

son chemin non pas les défenseurs d'un passé glorieux et de ses acquis, mais des "pas du tout politiquement corrects" qui osent affirmer que la retraite, ça ne se mandie pas raisonnablement, parce que l'argent existe, mais ça s'arrache parce que c'est du temps de vie libéré du marché du travail.

Qui peut croire qu'à planquer la petite croix chrétienne dans le soutien-gorge des gamines qui l'arborent, que faire avaler leur foulard aux jeunes filles musulmanes est un tant soit peu de nature à reconstruire la fantasmée Pax laïca d'antan.

Lancé en 2002, l'enseignement du fait religieux est en panne à l'école. Celle-ci crève de soif, il faut qu'elle enseigne davantage la complexité humaine à la jeunesse née dans la planète mondialisée. Trouvons les formes aussi radicales que nécessaires pour qu'à l'école, on sache que l'islam au VII^e siècle s'est développé sur le terreau chrétien de l'Église orthodoxe et que, pragmatique, il a fait, derrière Mahomet, du Jésus des chrétiens l'un de ses prophètes aux côtés d'Abraham, de Noé et de Moïse, qu'au nombre de ses livres saints, après le Coran, elle compte la Torah, les Psaumes et les Évangiles.



● Catherine Destom-Bottin





Austérité généralisée, crise économique, climat d'impuissance collective... où l'Union européenne emmène-t-elle les peuples qui la composent ? Révolution démocratique et nouvelle espérance commune sont à l'ordre du jour. Parce que des colibris peuvent faire le printemps, *Cerises* s'envole-tous les quinze jours dans un pays européen. Aujourd'hui : le Portugal.



Les maltraités de Lisbonne



Il existe à Lisbonne, comme ailleurs, des endroits où l'humanité s'accomplit. Du côté d'Alfama par exemple, quartier ancien, au nom à consonance arabe. Là où les télévisions retransmettent les matchs de foot, tiens ! Benfica contre Bordeaux. Là où, dans les restaurants à fados, la morue et un verre de vinho verde arrivent en même temps que la première note d'une complainte nostalgique. *Elegia do amor. Súplica*. Pour offrir des chansons aussi déchirantes, le peuple portugais a-t-il donc tant souffert ? Souffert ? Et la colonisation du Brésil ? Et l'Angola, le Mozambique soumis ? Mais non, le chanteur parle de ses amours déçues. Et du tremblement de terre de 1755, qui inspira Voltaire dans son "Poème sur le désastre de Lisbonne".

*Philosophes trompés qui criez : « Tout est bien » ;
Accourez, contemplez ces ruines affreuses,
Ces débris, ces lambeaux, ces cendres malheureuses,
Ces femmes, ces enfants l'un sur l'autre entassés,
Sous ces marbres rompus ces membres dispersés ; (...)*

*Au spectacle effrayant de leurs cendres fumantes,
Direz-vous : « C'est l'effet des éternelles lois
Qui d'un Dieu libre et bon nécessitent le choix ? »*

Éternelles lois. Telle est la sempiternelle question. Les institutions financières imposeront-elles la leur ? Car il est aujourd'hui de nouveaux ravages sur les rivages du Tage. Dans son histoire, le Portugal a connu des phases de rigueur - généralement endossées par le PS - alternant avec des périodes de relance sous la droite lorsque le FMI daignait relâcher sa pression et que les devises rentraient. Mais aujourd'hui, le séisme a été provoqué par la Troïka des créanciers (UE, FMI, BCE), un attelage qui passe son temps à vérifier (sept fois déjà !) les comptes du pays et à conditionner toute aide à l'application de coupes publiques massives dans la santé, l'éducation, la Sécurité sociale. Conditionner ? Le mot est faible. Chantage plutôt ! Accepté sans barguigner par le gouvernement de droite du Portugal, soucieux d'appliquer les mesures austéritaires de Bruxelles tout en promettant, pour coller à une opinion publique en quête d'espoir, des manuels scolaires, des médicaments, des maisons de retraites, tous gratuits...

Or, comme le dit Alda Sousa, députée européenne et fondatrice du Bloc de gauche portugais « *Qui nous a mis dans la crise, ne pourra jamais nous en sortir.* » Car, outre les banques qui ont endetté le pays, le financement communautaire du Portugal, important à partir de 1986, mériterait, à lui seul, d'être questionné. Au-delà des fraudes et des détournements massifs par des responsables politiques,

il a surtout servi à faire des autoroutes quand, dans le même temps, l'agriculture et la pêche étaient détruites. Avec ce modèle de développement, le pays lusophone a accentué sa divergence avec les pays les plus « riches » de l'Union européenne et a sapé les bases de son développement. Le résultat est là. En 2013, le salaire minimum (450 €) est devenu l'un des plus bas de l'Union européenne. Le chômage, avec un taux de 13,6 %, a explosé (700 000 chômeurs sur 10 millions d'habitants.)

Face aux mesures de la Troïka qui assèchent la demande intérieure, certains tentent de relancer l'économie par l'extérieur. Le Portugal est ainsi devenu, dans le sud, en Algarve, un Eldorado pour des retraités allemands, scandinaves, anglais, français... en quête de douceur de vivre, attirés par des exonérations fiscales et des prix immobiliers en baisse. Selon Erwin Mohr, vice-président de l'association des propriétaires étrangers au Portugal, cité par *Le Parisien* (2013), le pays est bel est bien en passe de « *devenir la Floride de l'Europe* », voire un « *paradis fiscal pour les nouveaux retraités* ». Comment construire une société et une Europe fondées sur l'égalité dans ces conditions ?

Espoir social dans ce champ de ruines économiques : il y a un an et demi, plus d'un million de Portugais-e-s de tous âges sont descendu-e-s dans la rue pour demander la fin de l'austérité. ●●●



Le Bloc de Gauche (Bloco de Esquerda) a été créé après des discussions politiques entre le PSR (Parti Socialiste Révolutionnaire), l'UDP (Union démocratique populaire), Política XXI (scission du Parti communiste portugais en 1990) et plusieurs militant-e-s indépendant-e-s. Nouvelle force politique constituée sur la base de l'adhésion individuelle plus que sur une fusion des trois organisations, le Bloc a été rejoint à sa création par des citoyens sans appartenance partisane antérieure, des féministes, des syndicalistes, des pacifistes, des militants LGBT.



La Coalition démocratique unitaire (Coligação Democrática Unitária - CDU) rassemble le Parti communiste portugais (PCP) allié aux Verts (Os Verde). Elle a été créée en 1989 à l'initiative du PCP et se consolide régulièrement. Lors des élections municipales du 29 septembre dernier, elle a notamment recueilli 11 % des suffrages.



Lisbonne, 25/9/2013, manifestation contre l'austérité.

●●● La plus grande manifestation depuis la parade géante du 1^{er} mai 1974, juste après la Révolution des œillets qui mit fin à la dictature salazariste. Le 15 septembre 2012, l'appel du mouvement *Que se lixe a troika* (Que la Troïka dégage), de 40 personnalités du mouvement social, du monde de la culture et des travailleurs précaires, relayé par les réseaux sociaux, appuyé par d'autres mouvements, partis et organisations a été entendu.

De Lisbonne à Porto en passant par Coimbra, les manifestants ont parlé des enfants au chômage, désespérés, qui émigrent. Des petits-enfants sans perspective d'avenir. Des "vieux", nommés ainsi, avec affection, qui accumulent la souffrance de toutes les générations. Ces protestations de masse sont marquées par la combativité et la tristesse. Certains y chantaient : « *Nous voulons retrouver le contrôle de nos vies.* » Ambivalentes, elles cherchent aussi une alternative crédible. Ce 19 octobre 2013, la CGTP (Confédération générale des travailleurs portugais) a appelé à une nouvelle manifestation, ce « *contre l'exploitation et l'appauvrissement.* »

Autre raison d'espérer. L'extrême-droite est quasi inexistante à l'heure actuelle

au Portugal, mémoire peut-être des années du dictateur Salazar. Une respiration. Quant à la gauche radicale, regroupée soit dans la Coalition démocratique unitaire, soit dans le Bloc de Gauche. (cf. ci-dessous), elle a recueilli au total plus de 21 % des suffrages aux européennes de 2009. Un souffle d'air. Les deux forces restent cependant désunies. Créé en 1999, le Bloc s'est notamment fixé pour objectif d'avoir « *une gauche alternative capable à la fois de résister et d'obtenir des victoires.* » L'année 1998 a constitué un électrochoc pour ses militants : lors du référendum sur l'avortement, le NON l'avait emporté. Et jusqu'en 2007, les femmes portugaises avortant à leur demande encourraient jusqu'à trois ans de prison.

Il n'en demeure pas moins que d'après l'enquête menée par *Diário de Notícias*, la confiance des Portugais-e-s dans les partis politiques s'est effondrée, passant de 18 % (nov. 2012) à 9 % (mai 2013). Celle dans l'Union européenne est par ailleurs parmi les plus faibles d'Europe. La société portugaise n'est pas imperméable aux discours libéraux. La plupart des forces politiques n'arrivent pas à penser hors de l'économie capitaliste. Et celles qui prouveront que l'économie de marché est aussi peu naturelle que ne l'est un séisme gagneront une bataille essentielle.

● Philippe Stierlin



Portugal – élections européennes – 2009

Taux d'abstention : 63,2 %

PPE Parti populaire européen (droite)		S & D Socialistes et Démocrates		GUE/NGL Gauche unitaire européenne Gauche verte nordique	
Parti social-démocrate : 31,7 % Parti populaire : 8,4 %		Parti socialiste : 26,5 %		Coalition démocratique unitaire (Parti communiste portugais & Parti Vert européen) : 10,6 %	
				Bloc de gauche (Gauche anticapitaliste européenne) : 10,7 %	

Si les symptômes persistent, consultez un poète

Sous ce titre, Francis Combes, qui ouvre Cerises aux poètes et philosophes, a récemment publié un recueil de poèmes. Dans sa préface, Bernard Noël écrit : « *Savoir nommer est particulièrement précieux dans une époque - la nôtre - où le pouvoir a fait de la confusion verbale un outil de soumission auquel les média donnent une efficacité redoutable.* » Dans ces "poèmes publics", Francis Combes "nomme", avec une apparente simplicité, en fait toute ciselée, la vie, l'amour, le chemin vers une possible émancipation. L'auteur vient de lire au premier festival international de poésie d'Athènes certains de ces textes que l'on retrouvera dans les "cartes blanches" du site. www.comunistesunitaires.net. En voici deux.



● Michèle Kiintz

Un coquelicot

Dans la zone commerciale,
parmi les voitures et les panneaux publicitaires,
à cet endroit où personne ne fait attention à lui,
près du trottoir,
jaillissant d'une fissure dans le goudron,
un coquelicot
fragile et solitaire
se tient
droit
courageux
écarlate.

Comment ne pas être optimiste ?



Ed. Le Temps des cerises,
Collection
Le Merle moqueur.

Sur la liberté

Mon ami
ne sois pas
comme la feuille
qui danse dans le vent
ne sois pas
comme le sac
plastique
emporté par la bourrasque
qui s'envole et s'en va,
en hésitant,
au-devant de nous
dans la rue,
de-ci, de-là,
le sac transparent
qui monte et qui descend,
sans savoir pourquoi,
le sac
libre et impuissant
qui va où va le vent
qui s'échappe
et n'y peut rien
et finit
dans les bras
nus et froids
d'un arbre
accroché
à une branche
ou dans l'eau
glacée du caniveau...
Mon ami
ne sois pas la feuille
ni le sac
en plastique
libre
et ivre
et impuissant
mon ami
sois le vent
oui, sois plutôt
le vent...

Image de la semaine



Succès. Plus de 10 000 personnes ont participé dimanche 6 octobre à l'initiative Alternatiba sur l'urgence et la justice climatique, à Bayonne (Pyrénées atlantiques). Tables rondes, conférences et ateliers se sont succédés au sein d'un Village des alternatives, rassemblant une foule qui allait bien au-delà des réseaux militants.



L'union PS-PC au premier tour pour sauver Paris ?

à Paris nous sommes entendus et respectés depuis deux mandats dans la majorité municipale. » Il tait le fait que les dirigeants socialistes parisiens sont complètement partie prenante des choix austéritaires du gouvernement. Reste à savoir si les adhérents considéreront qu'il vaut mieux s'assurer 13 élus (chiffres résultant des négociations PS - PC hors Front de gauche)

● **À l'ancienne.** À quelques jours du vote des adhérents du PCF à Paris, Pierre Laurent exprime sa préférence dans Le Parisien : l'union dès le premier tour avec le PS, plutôt qu'une liste autonome du Front de gauche. Le secrétaire national explique ainsi sa position : « D'abord, nous ne voulons pas du retour de la droite. Ensuite, les priorités que nous avons fixées sur le logement social ou le développement de l'emploi public ont été retenues. Autant au niveau du gouvernement nous ne trouvons aucune écoute, autant

che) sur ces bases-là, au prix d'une division catastrophique du Front de gauche, ou si les élections municipales à Paris ayant une portée nationale, ils préféreront porter au premier tour une alternative à l'hégémonie du PS à gauche, avant de fusionner pour battre la droite au second tour. Pendant ce temps, le PS annonce des listes autonomes à Saint-Denis, Villetaneuse, Saint-Ouen et La Courneuve, où les municipalités et les maires sont Front de gauche.

● **L'Europe de l'exclusion meurtrière.** L'espoir d'un autre monde, malgré les périples sans issues qui les ont précédés, a abouti une fois de plus au naufrage à Lampedusa aux portes de l'Europe, d'une UE qui d'un côté tolère les annexions et agressions meurtrières d'Israël en Palestine, de l'autre se barricade contre les migrants de pays ex-coloniaux. Une Europe dans laquelle les propos discriminatoires violents d'un Valls dressent les habitants d'un même pays les uns contre les autres, une Europe dans laquelle les propos d'un dirigeant de la Ligue du Nord traitant une femme ministre d'orang-outan sont suivis d'un jet de banane contre elle, en plein meeting. Cette Europe, nous n'en voulons pas.

Cerises

publication de l'Association des communistes unitaires

- Noyau -
Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>
www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

